

La SNCF voit son bénéfice baisser au 1er semestre malgré un chiffre d'affaire stable

RÉSULTATS SEMESTRIELS



La SNCF évalue à 208 millions d'euros le chiffre d'affaires perdu à cause de la grève et estime que, sans cela, sa croissance aurait été de 2,1%. (Reuters) (Crédits : Reuters)

latribune.fr | 31/07/2014, 15:00 - 567 mots

Le bénéfice net de la SNCF a chuté de 74% au premier semestre 2014, à 224 millions d'euros, tandis que la grève de juin a fait virer au rouge la trésorerie opérationnelle de l'entreprise. Mais le chiffre d'affaires a néanmoins augmenté de 0,8% en juin et est resté stable par rapport au premier semestre 2013.

La grève aura laissé des traces sur le chiffre d'affaires de la SNCF (<http://www.latribune.fr/actualites/economie/france/20140616trib000835298/80-millions-d-euros-le-cout-minimum-de-la-greve-a-la-sncf-selon-pepy.html>). Selon l'entreprise, il ne fait pas de doute que sa stagnation est liée à l'impact des 13 jours de grève du mois de juin contre la réforme ferroviaire. Le patron de l'entreprise, Guillaume Pépy, s'en explique dans un communiqué :

"La grève de juin - qui a coûté 170 millions d'euros à l'entreprise - nous oblige à engager un plan supplémentaire d'économies avec pour objectif d'effacer les 2/3 de son impact de sur nos comptes."

La SNCF évalue à 208 millions d'euros le chiffre d'affaires perdu, et estime que sans cela, sa croissance aurait été de 2,1%. Elle précise que la suspension du travail des cheminots (<http://www.latribune.fr/entreprises-finance/services/transport-logistique/20130612trib000769843/les-tres-materielles-raisons-cachees-de-la-greve-a-la-sncf.html>) a pénalisé le transport ferroviaire de marchandises en France, qui aurait dû afficher une croissance des produits du trafic, pour la première fois depuis 2007.

La grève, pas seule responsable

Par ailleurs, la chute du bénéfice s'explique par des actifs remis dans les comptes, qui avaient gonflé le bénéfice de 546 millions d'euros au premier semestre 2013, indique le communiqué.

Le chiffre d'affaires du groupe, également impacté par la hausse de la TVA de 7 à 10%, ainsi que par les taux de change défavorables, a été tiré par les activités à l'international, en hausse de 5,6% (baisse de 0,4% en France), via les filiales de transport de voyageurs Keolis et de transport de marchandises Geodis. (<http://www.latribune.fr/entreprises-finance/services/transport-logistique/20140728trib000841890/pepy-promet-une-sncf-dans-le-vert.html>) Des résultats qui ont convaincu Guillaume Pepy de renforcer ses activités à l'étranger :

"L'innovation et l'international sont au cœur de notre stratégie afin d'être la référence de l'excellence mondiale des services de mobilités et de logistique."

Une trésorerie malmenée

Au premier semestre 2014, la SNCF a par ailleurs vu fondre sa trésorerie opérationnelle ("free cash flow"), qui passe en négatif de 77 millions d'euros, contre 118 millions au premier semestre 2013. L'impact de la grève a là encore été très lourd, selon la direction, qui assure que sans le conflit, la trésorerie afficherait un solde positif d'une cinquantaine de millions environ.

L'endettement a légèrement été réduit, de 8 à 7,8 milliards d'euros, avec un objectif de 5,7 milliards en 2020.

La marge opérationnelle est quant à elle en recul de 229 millions d'euros, et s'établit à 1,1 milliard d'euros. Outre la grève, la SNCF impute ce repli aussi à la hausse du tarif des péages qu'elle règle à Réseau ferré de France (RFF).

Faire des économies supplémentaires

Au plan de performance Excellence 2020, mis en place en 2013 et qui prévoit 700 millions d'euros d'économies sur 3 ans (300 millions ont été réalisés), s'ajoute donc un plan de 205 millions d'économies en 2014, via des frais de structure, la diminution des provisions de congés non pris, une diminution de l'investissement et une baisse, voire l'absence, des dividendes des salariés.

Les objectifs à échéance 2020 fixés dans le cadre de ce plan sont maintenus, les résultats étant *"globalement conformes à la 1ère année de la trajectoire financière. On verra en 2015 s'il fallait le cas échéant revoir les objectifs"*, selon Mathias Emmerich, directeur général adjoint de la SNCF en charge des finances.

Par ailleurs, la SNCF a vendu, ce semestre, son ancien siège parisien du quartier Montparnasse, pour 110 millions d'euros. Mais elle n'a pas déserté ces locaux, puisqu'elle les loue désormais, et pendant dix ans.